

Coronavirus : 27 millions de Thaïlandais appellent à l'aide pour manger

écrit par pier | 2 mai 2020



Thailande.fr

last Friday



Pour ceux qui n'ont pas encore compris à quel point cette crise est très grave pour beaucoup de Thaïlandais : Pattaya ce matin où une file d'attente a commencé dès 4 heures du matin pour une distribution de repas gratuits. Photos : สวพ.FM91 @fm91trafficpro



👍 171 💬 82 ➦ 597

Distribution de repas gratuits dans un quartier de Pattaya

Nous ne sommes qu'au début de la crise, terrible, qui frappe nombre de pays et notamment ceux qui vivent pour partie du tourisme. C'est le cas de la Thaïlande où, en-dehors des fonctionnaires ou des employés des entreprises qui cotisent

aux régimes d'assurance sociale et aux régimes de retraite, il n'y a aucune assurance, aucun garde-fou.

Certes, cela pose un sacré problème moral à tous ces Occidentaux qui profitent des atouts de la Thaïlande (je ne parle pas du tourisme sexuel qui semble hélas fort développé) et trouvent normal de payer quelques centimes d'euros un repas ou un massage. Les Thaïlandais, assurés de pouvoir manger grâce au tourisme, ne se battent pas pour de meilleurs salaires et encore moins pour des garanties de l'emploi. Le pourraient-ils, d'ailleurs, ? (voir Note 1 la situation politique)

Et si les Occidentaux cessent d'aller en Thaïlande les pauvres meurent de faim, au sens propre, comme c'est le cas en ce moment...

Quoi faire ?

En tout cas prendre conscience que les mondialistes comme Macron, les ultra-libéraux ne rêvent que d'une chose, c'est que la terre entière soit peuplée de gens qui, comme les Thaïlandais qui meurent de faim dès la première crise, n'aient aucune protection sociale.

Christine Tasin

Avec le Covid-19 la Thaïlande traverse une crise d'une ampleur inédite, pas tant à cause du virus lui même dont les ravages sont pour le moment assez bien endigués, mais en raison des conséquences économiques et sociales de la violente récession qui s'annonce.

L'arrêt brutal de la perfusion de dollars générée par près de 40 millions de touristes a soudainement mis en évidence les fractures de l'économie thaïlandaise, et les lacunes de

son système de protection sociale.

Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail des Nations Unies, en collaboration avec l'Université de la Chambre de commerce thaïlandaise, 6 millions de personnes vont perdre leur emploi dans le seul secteur du tourisme en raison de la pandémie de coronavirus.

Toutes les économies de la région vont souffrir, mais selon le FMI, c'est la Thaïlande qui sera [le pays le plus sévèrement touché de la région avec une chute de 6,7% de son PIB.](#)

Une récession qui met en lumière une très forte dépendance de la Thaïlande aux facteurs extérieurs que sont le tourisme et les exportations.

[Un rapport de l'OIT publié le 24 avril](#) estime la part du tourisme à 21,6% du PIB de la Thaïlande, contre 6,7% au Cambodge et 6,9% au Vietnam.

Pour les millions de Thaïlandais qui se retrouvent sans emploi à cause des fermetures et de l'effondrement du secteur touristique, la crise du Covid-19 a d'ores et déjà des conséquences dramatiques.

L'absence de filet de sécurité

Pour beaucoup de travailleurs du secteur informel la paralysie du secteur touristique signifie un arrêt brutal de leur ressources financières : une situation d'autant plus difficile à gérer qu'elle s'accompagne d'une absence de filet de sécurité pour la plus grande majorité.

La société thaïlandaise semble découvrir tout à coup l'ampleur du problème : à savoir des millions de personnes qui vivent littéralement au jour le jour.



Thailande.fr

last Friday



Pour ceux qui n'ont pas encore compris à quel point cette crise est très grave pour beaucoup de Thaïlandais : Pattaya ce matin où une file d'attente a commencé dès 4 heures du matin pour une distribution de repas gratuits. Photos : สภ.FM91 @fm91trafficpro



👍 171 💬 82 ➦ 597

Distribution de repas gratuits dans un quartier de Pattaya

A commencer par le gouvernement qui semble complètement dépassé par les conséquences économiques, et surtout sociales, des mesures qu'il a lui même décidé.

Selon un récent rapport de la Banque mondiale, le taux de pauvreté en Thaïlande est passé de 7,21% en 2015 à 9,85% en

2018, passant de 4,85 millions à plus de 6,7 millions de personnes.

5 000 bahts par mois

Un programme gouvernemental visant à distribuer 5 000 bahts (environ 140€) par mois pendant trois mois aux personnes les plus durement touchées par la pandémie, devait toucher au départ trois puis neuf à 10 millions de personnes.

Mais en réalité ce sont 27 millions de candidatures qui ont été enregistrées, soit 38% des 69 millions d'habitants et 79% des 34 millions de travailleurs recensés en Thaïlande.

Le gouvernement s'est finalement engagé à distribuer des fonds à 16 millions de personnes à travers ce système destiné uniquement à ceux qui n'ont pas droit aux autres allocations.

Un chiffre colossal qui met en évidence l'absence de filet de sécurité en Thaïlande, en particulier pour tous ceux qui dépendent du secteur informel, c'est-à-dire toute personne qui n'est pas fonctionnaire ou employé d'une entreprise qui cotise aux régimes d'assurance sociale et aux régimes de retraite.

Pire que la crise financière de 1997 -1998

Pendant la crise financière asiatique de 1997-1998, de 1 à 2 millions de travailleurs thaïlandais avaient perdu leur emploi alors que des milliers d'entreprises basées à Bangkok étaient en faillite.

Bon nombre d'entre eux étaient retournés dans leur province, le secteur rural de la Thaïlande jouant le rôle d'un filet de sécurité.

« En 1998, l'agriculture était un bon filet de sécurité, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui parce que la plupart

des ménages agricoles dépendent de plus en plus des ressources d'emplois non agricoles », selon Nipon Poapongsakorn, chercheur au [Thailand Development Research Institute](https://www.thailande-fr.com/actu/edito/102835-le-coronavirus-ce-revelateur-de-la-societe-thailandaise).

En 1997-1998, environ 50% des revenus des ménages ruraux provenaient de l'agriculture, tandis que 45% provenaient d'activités non agricoles telles que les services et les envois de fonds de membre de la famille qui ont migré vers Bangkok.

Dans l'économie thaïlandaise d'aujourd'hui, ce sont près de 65% des revenus des ménages ruraux qui proviennent d'activités non agricoles : après deux années de sécheresse et une baisse des prix des produits de base, le retour à la campagne n'est plus une option viable pour les chômeurs urbains.

<https://www.thailande-fr.com/actu/edito/102835-le-coronavirus-ce-revelateur-de-la-societe-thailandaise>

Note 1 Situation politique

Extraits de Wikipedia

Crises politiques et coups d'État[\[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 1972, des centaines de paysans, peut-être plus de 3 000, soupçonnés de soutenir la rébellion communistes, sont massacrés par les forces armées dans la province du Phattalung, dans le Sud de la Thaïlande. Jusqu'alors, les suspects communistes arrêtés par l'armée étaient habituellement abattus et leurs corps laissés sur place. Cette fois-ci, la méthode des « barils rouges » a été introduite pour éliminer toute preuve possible. Les suspects ont été frappés jusqu'à être rendu semi-conscients, avant d'être jetés dans des barils contenant de l'essence et brûlés vifs¹⁰.

En 1973, des manifestations essentiellement menées par des étudiants aboutissent au départ du dictateur militaire Thanom Kittikhachon, au prix de quelque 70 manifestants tués, et la Thaïlande s'ouvre à l'une des rares périodes démocratiques de son histoire¹¹. Celle-ci prend fin trois ans plus tard : le 6 octobre 1976, à Bangkok, des militants d'extrême droite ultraroyalistes, appuyés par la police et par l'armée, ouvrent le feu sur une manifestation d'étudiants de gauche. Les manifestants qui tentent de s'enfuir à la nage, par le fleuve Chao Phraya, sont abattus. Ceux qui se rendent sont battus, certains à mort, et d'autres brûlés vifs. Plusieurs jeunes filles sont violées puis tuées. Les autorités font état de 46 morts, mais le bilan réel pourrait être d'une centaine de tués. Le même jour, l'armée conduit un putsch, avec l'assentiment du roi¹¹.

[...]

Au cours des années 2000 et 2010, un camp dénommé les « chemises jaunes » (la couleur du jour du roi¹⁴) s'oppose aux « chemises rouges ». Les premières rassemblent surtout une élite urbaine, conservatrice, hostile à la démocratie dite « à l'occidentale » et fervente partisane de la monarchie. Elles soutiennent le Parti démocrate et l'armée. Les secondes représentent essentiellement les classes les moins aisées, séduites par les mesures de lutte contre la pauvreté. Favorables au maintien de la démocratie et de moins en moins favorables à la monarchie, elles soutiennent le parti Thai rak Thai devenu en 2008 le Pheu Thai dominé par la famille Shinawatra et qui remporte toutes les élections depuis 2009.

Un coup d'État a eu lieu le 19 septembre 2006, alors que le Premier ministre Thaksin Shinawatra était à New York, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies. L'armée a pris le pouvoir. Moins d'une semaine après la prise de pouvoir, l'armée déclare l'« état d'urgence généralisé ». Dès lors, celui-ci se retrouve appliqué à l'ensemble du pays et non plus seulement aux trois provinces musulmanes du sud.

Des blindés ont entouré les bureaux du gouvernement à Bangkok et les militaires ont pris le contrôle des chaînes de télévision, avant

d'annoncer l'instauration d'une autorité provisoire fidèle au roi de Thaïlande. Le premier ministre Thaksin Shinawatra déchu s'est réfugié à Londres où il possède une résidence secondaire. Surayut Chulanon, ancien commandant en chef de l'armée, a été investi en qualité de premier ministre par le roi de Thaïlande. Si son gouvernement ne comporte que deux anciens militaires, sur vingt-six ministres, il est sous le contrôle absolu des généraux de l'état-major. Le gouvernement provisoire a soumis au référendum un projet de Constitution anti-démocratique visant à limiter le pouvoir des élus au profit de l'armée. Approuvé à hauteur de 56,69 %, il a mené à la tenue d'élections législatives pour le 23 décembre 2007 à la suite desquelles le Parti du pouvoir du peuple (PPP), issu du Thai rak Thai de Thaksin a obtenu 232 sièges sur 480, à la déception des putschistes. Samak Sunthorawet, chef du PPP, a été élu Premier ministre par les députés (contre Aphisit Wetchachiwa, le leader du Parti démocrate soutenu par les généraux), a formé un gouvernement. Le 18 décembre 2008, un gouvernement dominé par le Parti démocrate et soutenu par les généraux a été désigné par le Parlement avec Abhisit Vejjajiva comme Premier ministre.

Les luttes entre les « jaunes » et les « rouges » (partis politiques majeurs) bloquent le pays et en particulier la capitale de 15 millions d'habitants, Bangkok pendant des mois en 2010 et entre 2013 et 2015, avec de très fortes manifestations de rue et des violences¹⁵.

En juillet 2011, la sœur cadette de Thaksin, Yingluck Shinawatra, a été élue avec une majorité écrasante. Elle est la première femme qui est devenue premier ministre en Thaïlande. Elle a été destituée le 7 mai 2014 par la Cour constitutionnelle de Thaïlande, sous la pression de la junte militaire dirigée par le général Prayut Chan-o-cha.

Le 23 janvier 2015, le gouvernement formé par la junte militaire a condamné Yingluck Shinawatra à 5 ans d'inéligibilité prétextant son plan de subvention coûteux aux riziculteurs. Le 20 mai 2014, l'armée instaure la loi martiale et la censure sur le territoire thaïlandais. Le coup d'État intervient le 22 mai par la voix du général Prayuth Chan-ocha, lorsqu'il annonce que les forces armées prennent le pouvoir « Pour que le pays revienne à la normale » et afin de « restaurer

l'ordre et lancer des réformes »¹⁶. Plusieurs dizaines d'intellectuels, journalistes et militants sont détenus dans des camps militaires pour avoir enfreint la loi martiale dans les semaines qui suivent son adoption¹⁷. Toute critique à l'égard du Chef du gouvernement autoproclamé Prayut Chan-o-cha, de sa politique ou de ses proches est considérée, par ricochet, comme une atteinte au roi, et est punissable de 3 à 15 ans de prison comme tout autre crime de lèse-majesté[réf. nécessaire]. Cette mesure avait permis l'emprisonnement de nombreux opposants durant la période trouble des cinq années qui avaient suivi l'éviction du Premier ministre Thaksin Shinawatra par le coup d'État de septembre 2006. La dictature au pouvoir organise aujourd'hui une lutte acharnée et féroce à toute forme d'opposition, et a déjà bloqué des milliers de sites internet sur son territoire.

En octobre 2016, Rama X devient le nouveau roi de Thaïlande.

Actuellement, la société thaïlandaise est clivée entre les partisans de Yingluck Shinawatra, principalement des riziculteurs et les pauvres, et les élites de Bangkok, dont les généraux au pouvoir, qui les exècrent comme de « dangereux populistes ». Héritiers de la mouvance communiste, les membres du mouvement républicain thaïlandais ont pour la plupart rejoint les Chemises rouges dans les années 2000 pour s'opposer au régime militaire. Le républicanisme est considéré comme un crime de lèse-majesté et est passible de quinze ans de prison. Des militants républicains réfugiés au Laos sont assassinés par les autorités thaïlandaises.